

ECHOS DES FUP/GL

BULLETIN D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION DE L'ASSOCIATION
Femmes Unies pour la Paix dans la région des Grands Lacs N° 002

SEPTEMBRE 2008

FEMMES UNIES CONTRE LES VIOLENCES SEXUELLES

63^{ème} A. G. de L'ONU et **contrôlez** les armes

Un rappel important des femmes de FUP/GL aux chefs d'Etats :

Pas de développement ni de bonne santé financière sans la paix, pas de paix ni de succès contre le terrorisme et la piraterie dans une prolifération accès facile des armes :

Priorité donc à un **Traité fort et global sur le commerce des armes (TCA)**



Chers lecteurs et lectrices de ECHOS DE FUP/GL vous lirez dans ce numéro les craintes et les attentes des femmes de FUP/GL sur la 63^{ème} Assemblée Générale des Nations Unies qui se tient à New York du 23 au 26 septembre 2008. Le FUP/GL a décidé de suivre le déroulement de cette assemblée sous l'angle de l'action sur les armes légères et de petit calibre.

En effet, l'Assemblée réunit 40 chefs d'Etats, parmi lesquels ceux des pays producteurs et exportateurs des armes légères et de petit calibre, des pays qui se disent riches et plus civilisés, les pays du G8, et ceux des pays importateurs des mêmes armes, des pays les plus pauvres en proie aux guerres civiles, à l'insécurité armée, au VIH/SIDA et aux fâcheuses conséquences du sous développement.

Ces chefs d'Etats sont mieux que quiconque au courant de la gravité du problème de la prolifération des armes légères mais la question que nous nous posons tous est pourquoi la solution traîne et ne semble même pas venir.

Pour nous les femmes du FUP/GL, notre position est claire et nette : La prolifération et l'usage irresponsables des armes légères sont à la bases des principaux maux qui rongent nos sociétés, dans les pays riches que dans les pays pauvres.

L'objectif principal de notre présente action est de renforcer le travail déjà abattu par nos consoeurs organisations de la société civile des droits de l'homme et actives dans l'action spécifiques sur les armes légères.

Nous citerons notamment leurs actions pour l'amélioration du problème de la prolifération des armes légères. Oui, le chemin est encore long mais elles méritent des encouragements. A titre d'exemple, nous citerons le travail de International Action Network on Small Arms, le RAIAL/IANSA basée à Londres.

Grâce donc à leurs actions, des organisations communautaires, nationales et internationales, des individus,... dans différents coins du monde se solidarisent contre le manque du contrôle des armes légères.

Au niveau du FUP/GL, nous souhaitons que cette solidarité continue et solidifie et se globalise pour amener les chefs d'Etats à pendre des mesures plus sérieuses et réalistes pour la paix, la sécurité et le développement dans le monde.

Nous sommes tous témoins et fatigués de leurs promesses pour la plus fallacieuses et irréalistes qui ne font que dilapidées inutilement les budgets nationaux.

Soyons courageux ! Rappelons leur que nous sommes de plus en plus au courant et conscients de nos problèmes et de ce que peuvent être des solutions.

ECHOS DU FUP/GL N° 002 de Septembre 2008

FEMMES UNIES POUR LA PAIX DANS LA REGION DES GRANDS LACS

Agréée par ordonnance Ministérielle N° 530/972 du 22/09/2004.

E- mail : Femmesuniespourlapaix@yahoo.fr, Téléphone : +257 79 484 095.

Proposons leur nos contributions concrètes et mettons les devant leurs responsabilités.
S'ils ont été mandatés, ils doivent nous servir.

Rappelons leur qu'il n'y a pas de développement ni de bonne santé financière des Etats sans la paix, pas de paix ni de succès contre le terrorisme et la piraterie dans une prolifération des armes légères.

Priorité donc au Traité sur le Commerce International des armes.

Par Madame NTAKARUTIMANA Florence
Présidente de FUP/GL

Les nations de ce monde créent et entretiennent le problème des armes légères mais se montrent souvent à coté de la solution :



LE MONDE VOUS REGARDE - LE MONDE VOUS REGARDE

Les armes tuent plus de 300.000 personnes et blessent des millions d'autres. Elles détruisent des économies, retardent et bloquent le développement, facilitent et aggravent les violences sexuelles, cependant le texte du 22 septembre 2008 intitulé « Déclaration politique sur les besoins de l'Afrique en matière de développement » néglige tout simplement le problème majeur et quotidien qu'est le problème de la prolifération des armes légères.

Voici l'intégralité de ce texte pour votre information.

Le texte, intitulé « Déclaration politique sur les besoins de l'Afrique en matière de développement », réaffirme les besoins particuliers du continent. Les Etats Membres des Nations Unies se déclarent préoccupés par le fait que l'engagement de doubler l'aide à l'Afrique d'ici à 2010, formulé au sommet du G8 de Gleneagles, ne sera pas atteint, au rythme actuel.

« Nous appelons à la réalisation de tous les engagements en matière d'assistance publique au développement, y compris ceux pris par de nombreux pays de réaliser l'objectif d'affecter 0,7% de leur PIB à l'aide publique au développement d'ici à 2015, dont 0,15 à 0,20% aux pays les moins développés », affirment les Etats Membres dans la déclaration.

Ils se disent préoccupés que « la part de l'Afrique dans l'économie mondiale ne soit que de 2% » et s'engagent à « redoubler d'efforts » pour achever le cycle de négociations de Doha sur le commerce international, soulignant le rôle du commerce dans la croissance économique. Notant que « le changement climatique a des implications graves pour le développement durable », les Etats Membres se disent préoccupés que l'Afrique soit confrontée « aux plus grands effets négatifs du changement

climatique, alors qu'elle émet le moins de gaz à effet de serre ».

Cette session spéciale de l'Assemblée générale sur l'Afrique était destinée à faire le point des promesses faites en 2000 par les Etats Membres au 'Sommet du Millénaire' pour réparer « les irréparables injustices de l'histoire et les ravages inhérents à la colonisation » de l'Afrique, a rappelé en préambule le président de la 63ème Assemblée générale de l'ONU, Miguel d'Escoto Brockmann, du Nicaragua.

M. d'Escoto a noté les « progrès démocratiques considérables » accomplis en Afrique, avec la tenue d'élections, des gouvernements élus sur tout le continent et la création de l'Union africaine. Mais les « défis sont encore énormes », a-t-il déclaré. S'il a salué l'allègement de la dette extérieure, il a regretté les « conditions iniques encore imposées par les institutions de Bretton Woods », qui ont « l'effet pervers d'empêcher la mise en oeuvre des programmes de réduction de la pauvreté et d'éroder les conditions de vie de dizaines de millions de personnes ».

Le président de l'Assemblée générale a appelé « les pays riches à redoubler d'efforts pour que l'assistance officielle au développement, qui est passée de 0,33% de leur PIB en 2005 à 0,28%

ECHOS DU FUP/GL N° 002 de Septembre 2008

FEMMES UNIES POUR LA PAIX DANS LA REGION DES GRANDS LACS

Agréée par ordonnance Ministérielle N° 530/972 du 22/09/2004.

E- mail : Femmesuniespourlapaix@yahoo.fr, Téléphone : +257 79 484 095.

en 2007, se rapproche de l'engagement de 0,7% pris au Sommet de Monterrey.

Il a aussi appelé les membres du G8 [Canada, France, Allemagne, Italie, Japon, Russie, Royaume-Uni, Etats-Unis et Union européenne], « avec toute la force conférée par sa position de président de l'Assemblée générale », à respecter leurs engagements pris à Gleneagles en 2005 de doubler leur assistance publique au développement d'ici à 2010.

Pour sa part le Secrétaire général Ban Ki-moon a précisé qu'il faudra 72 milliards de dollars par an de financement externe pour réaliser les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) d'ici à 2015. Cette somme paraît élevée, mais elle n'est pas hors de portée si l'on considère que l'année dernière les pays de l'OCDE ont dépensé 267 milliards de dollars, juste pour leurs subventions agricoles.

« Dans ce contexte, le prix du règlement de la crise alimentaire, de la lutte contre le réchauffement climatique et de l'assistance à des millions de personnes à sortir de la pauvreté extrême en Afrique paraît une bonne affaire », a déclaré Ban Ki-moon.

« L'intégration de l'Afrique à l'économie mondiale doit aussi être garantie », a souligné le président de l'Assemblée générale, regrettant les subventions des pays développés à leur agriculture et l'effondrement des pourparlers de Doha sur la libéralisation des échanges agricoles notamment. « Ceux qui promeuvent le libéralisme extrême changent de ton au premier signe de menace à leur puissance », a-t-il déploré.

Le président de l'Assemblée générale a appelé à la « solidarité fraternelle » pour faire face à la crise alimentaire, qui vient « éteindre le peu d'espoir qu'il y avait de réduire d'ici à 2015 le nombre d'Africains souffrant de la faim ».

Il a appelé au transfert des technologies nécessaires à la sécurité alimentaire et à l'adaptation aux « conséquences dévastatrices du changement climatique ». Le principe de responsabilité partagée mais différenciée face au développement durable met les pays développés face « à une obligation morale et juridique de respecter leurs engagements », a dit le président de l'Assemblée, qui a souligné les « richesses effarantes générées par les

multinationales de l'extraction de ressources à partir de la terre, de la chair et du sang de l'Afrique, sans produire en retour des investissements diversifiés ».

Le président de l'Assemblée a enfin appelé à l'assistance dans le domaine de la santé, face notamment aux 25 millions de personnes atteintes du Sida en Afrique.

Le débat de lundi servait de débat préparatoire au sommet de haut niveau sur les Objectifs du Millénaire pour le développement (OMD) qui se tiendra jeudi à l'ONU.

Familiarisons nous au TCA :

Initiative du TCA : Les buts généraux de l'initiative visent à :

- contribuer à la paix globale, au développement soutenable et à l'éducation par l'établissement de la Traité sur le contrôle des armes (TCA) en étant une traité internationale compréhensive visant à gouverner des transferts d'armes selon des standards établis des droits de l'homme, droit humanitaire et relations internationales paisibles vis-à-vis des consultations régionales et coalitions d'appui.
- établir un noyau des standards minimaux communs qui pourraient prévenir les transferts les plus irresponsables.
- pourvoir de la transparence et l'échange d'information nécessaire pour l'implémentation efficace de ces standards.
- L'objectif central de cette initiative est d'établir une alliance entre ONG et entre acteurs gouverne- mentaux, hétérogène et puissante se compromettant à négocier un TCA et soutenue par un public informé exigeant des contrôles plus stricts.



FUP/GL est heureuse de travailler avec le RF d'IANSA spécialisé sur la question des armes auprès des femmes dans le monde.